

Rapport des activités du Comité exécutif du CLAE au monde associatif du Luxembourg

Enquête réalisée en vue d'améliorer les futurs Congrès

En janvier, une enquête sur le bon fonctionnement du 6e Congrès des associations d'étrangers, sur les éventuelles améliorations futures et sur l'avenir du CLAE a été envoyée aux associations qui y ont participé (une soixantaine). Douze réponses nous sont parvenues, voici les résultats bruts.

Première partie, l'organisation du Congrès :

A la question « Comment avez-vous trouvé les documents de travail ? Bon – moyen – mauvais », la majorité des réponses a été « bon », sauf deux associations qui ont répondu « moyen ».

A la question « Les frais d'inscriptions vous ont-ils posé une difficulté ? Oui – non », deux associations ont trouvé les frais trop élevés.

A la question « Y a-t-il un élément au niveau matériel ou organisationnel qui vous ont manqué ? oui – non », une seule réponse a été positive (photocopieuse).

Parmi les remarques faites pour ces questions :

- Les documents ont été envoyés trop tard pour permettre une bonne préparation.
- Les frais de repas devraient être séparés des frais d'inscriptions.
- Le prix des inscriptions devrait être symbolique pour les associations, un tarif plus élevé pourrait cependant être demandé aux autres organismes et aux particuliers.

Deuxième partie, les commissions:

A la question « La (les) commission(s) à laquelle (auxquelles) vous avez participé a (ont) t-elle(s) répondu à vos attentes, une seule réponse a été négative. Les raisons en sont que le temps manquait pour les discussions et que les participants n'étaient pas toujours bien informés des réalités du pays.

Les suggestions pour améliorer le prochain congrès sont :

- Des documents plus innovants
- Plus de possibilités pour les participations individuelles
- Convocations envoyées davantage à l'avance
- Moins de polémiques personnelles
- Mieux informer les participants sur les différents sujets abordés

Troisième partie, le déroulement du Congrès

A la question « La participation des invités lors de l'ouverture officielle vous a-t-elle satisfaite ? oui- non », une seule réponse a été négative (les leaders des associations participantes auraient dû avoir l'occasion de prendre la parole).

A la question « La teneur des discussions pendant la séance plénière a-t-elle été à la hauteur de vos espérances ? oui – non », trois réponses ont été négatives. Les raisons en sont :



- Trop de place aux polémiques personnelles.
- Prise de parole de personnes n'ayant même pas participé aux commissions.
- Trop de place à des personnes/associations qui n'ont rien apporté de constructif.
- Revendications non réalistes dans le document final.
- La parole aurait dû être donnée de façon équilibrée à tout le monde.
- Pas assez de temps pour finaliser les documents.

A la question « Comment voyez-vous l'avenir du CLAE, voici les propositions des associations :

- Être plus en contact avec les associations, les nouveaux immigrés, les jeunes et les femmes.
- L'avenir du CLAE est sombre si l'égoïsme de certains et les problèmes prennent le dessus. La place des personnes/associations qui sont loin des idéaux du CLAE est très grande. Il faudrait ouvrir le CLAE à ceux qui peuvent apporter du positif.
- Augmenter la capacité juridique du CLAE.
- Rendre régulièrement compte des activités du CLAE, des succès et des échecs aux associations.
- Ne pas trop se perdre dans la francophonie, l'allemand est la langue la plus parlée en Europe.
- Le CLAE aura un rôle de plus en plus important à jouer pour favoriser une meilleure compréhension et un respect réciproque entre ressortissants étrangers et Luxembourgeois.
- Attention à ne pas multiplier des activités au détriment du temps nécessaire pour le déploiement des activités propres aux associations membres du CLAE.
- Mieux représenter les associations d'étrangers, entre autres mieux soigner le contact avec toutes les associations, mieux les informer sur les opinions du CLAE envers les institutions luxembourgeoises, mieux respecter la démocratie dans le fonctionnement du CLAE, mieux s'informer sur les problèmes et les revendications des associations engagées dans le CLAE
- Mettre en œuvre les résolutions du Congrès et continuer de relayer et coordonner les associations.
- Le CLAE étant devenu l'interlocuteur privilégié des autorités étatiques, il se doit d'élargir et asseoir sa base de légitimité sur un plus grand nombre d'associations électorales, participant aux Assemblées générales et à la vie du CLAE. Son action politique devrait être mieux ciblée sur les demande des associations.
- Il faudrait reconstruire le CLAE sur des bases politiques, donner moins de place aux associations et viser les personnes.
- Il faut mieux équilibrer les pouvoirs de la structure professionnelle du CLAE, qui ont trop augmenté suite à la situation des associations, et le rôle des Assemblées générales, Comités exécutifs et Congrès.
- Faire comprendre aux dirigeants associatifs de la « vieille garde » que le mouvement associatif n'est plus celui d'il y a vingt ans.

Assemblée Générale du 20 février 2007

Selon l'une des décisions de la résolution finale du Congrès, une Assemblée Générale s'est tenue le 20 février dernier. Le rapport d'activités 2006 a été présenté et approuvé. Le programme des grands événements organisés en 2007, la Fondation Migrations, cultures et citoyenneté, l'organigramme fonctionnel du CLAE ont été présentés, les budgets 2006 et 2007 ont été approuvés et des nouveaux membres ont été élus au sein du Comité exécutif.

Nouvelle composition du Comité exécutif : Alarcon Justino, Alcalá Luis, Bakeroot Teodora, Barillozzi Franco, Bejko Dritan, Benedetti Pietro, Berardi Furio, Brites Vinagre Manuel, Cairo Paola, Caldognetto Maria Luisa, Cardoso Martins Vania, Carmo João Maria, Casanova Silva Manuel, Cassaignau Bernard, Cruz Ricacho João Antonio, Da Cruz Antonio, Dias Eduardo, Dossou Santos Evelyne, Galaviz Devahif Suzana, Gislard Claude, Gomes Hernani, Hazizaj Bashkim, Koueviakoe Folly, Landresse Jean-Marc, Malheiros Manuel, Maury Alain, Montserrat Antoni, Moura de Carvalho Angelo, Nicoletti Franco, Ntabala Léon, Panza Tommaso, Petersheim Anita, Reger-Beau Guy, Robalo Serrano Joaquim, Sahovic Zehra, Thoma Dimitrieva

Lence, Tommasi Mario, Werner Klaus.

Nouvelle composition du bureau : Montserrat Antoni, président ; Bejko Dritan, Petersheim Anita, vice-présidents ; Nicoletti Franco, trésorier ; Barillozzi Franco, directeur ; Berardi Furio, Cassaignau Bernard, Landresse Jean-Marc, membres.

Bilan du Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté

- D'un point de vue politique, les répercussions sont globalement positives. Le discours était risqué et nous avons fait le pari de discuter publiquement des difficultés financières.

Devant le manque de public aux trois conférences politiques, malgré leur intérêt, le Comité exécutif a proposé de faire plus de publicité, notamment par les associations membres, de donner plus de visibilité aux événements politiques dans le programme du Festival (Horizon).

- D'un point de vue organisationnel, aucun problème important n'a été signalé. Le Comité exécutif a proposé de demander le silence lors des discours de l'ouverture officielle et de revoir la sécurité.

Les membres du CE ont des petites divergences d'opinion concernant le nombre de visiteurs. Pour certains, il y avait manifestement moins de monde, pour d'autres autant, voire plus. Il a été décidé de donner plus de visibilité au Salon du livre.

Éléments financiers connus, propositions à soumettre aux autorités

Le Festival a généré 15 000 euros de recettes de plus que l'an dernier, ce qui pourrait être indicatif du succès public. Les factures ne sont pas encore finalisées, mais les subsides publics étant de 75 000 euros pour le ministère de la Famille et de 30 000 euros pour la ville de Luxembourg, un déficit de 20 à 25 000 euros est probable. Pour le futur du Festival, il a été décidé de poursuivre les négociations avec le ministère de la Famille et la Ville pour obtenir plus de subsides et de tenter une nouvelle fois d'approcher le ministère de la Culture en vue d'une éventuelle convention.

Retour de Babel

L'exposition a ouvert ses portes le 27 avril, en présence d'un public nombreux et de plusieurs ministres, dont Jean-Claude Juncker. Nous avons jusqu'à présent accueilli de nombreux groupes scolaires et l'exposition est bien fréquentée le week-end. Pour rappel, Retour de Babel est une initiative du CLAE, du Centre de Documentation sur les Migrations Humaines et de la Ville de Dudelange. De l'émigration du Luxembourg à l'immigration au Luxembourg, c'est à travers des portraits, des histoires de vie individuelles, familiales, sociales que le phénomène global et anonyme des migrations est présenté à échelle d'Homme.

L'exposition souhaite dans une approche à la fois informative, festive et conviviale, fournir aux visiteurs des clés pour entrer dans la passionnante aventure d'une société en redéfinition et participer ainsi à la construction d'une Commune humanité.

Le Hall fondouq est pendant toute la durée de l'exposition Retour de Babel, un lieu de promotion, de diffusion, de reconnaissance des cultures du Luxembourg, mis à disposition des associations. Plusieurs manifestations y ont déjà eu lieu, drainant de quelques dizaines à plusieurs milliers de personnes.

Pour plus d'informations : www.retourdebabel.org.

L'exposition est ouverte du mardi au dimanche de 11 à 18 h. Nocturne le vendredi jusqu'à 21 h. Entrée 8 euros, 4 euros chômeurs, étudiants, 5 euros/pers pour un groupe, gratuit pour les enfants.

Fête de la Musique à Gasperich

Le CLAE organisera sa traditionnelle Fête de la musique le 21 juin, rond-point de l'Horloge, à partir de 17 h 30. Au programme, le Club de baile espagnol, la chorale roumaine Voci din Carpati, le groupe de folklore albanais Les Aigles, les danseuses orientales de Salama ya Salama, le jeune rappeur portugais Saoric, le groupe de folklore celtique Dim' Traou Dañsal et le duo Mino & Edy.

Conférence sur la télévision publique et les langues

Fin septembre, nous organiserons une conférence sur le rôle de la télévision publique dans une société comme la nôtre et sur la place des langues dans la télévision publique. Notre but est d'obtenir que la télé publique RTL ouvre un espace en français, espace qui sera également consacré à d'autres langues ; la garantie que toute alerte de santé publique ou nucléaire dans au moins les trois langues du pays ; qu'au moins une des rediffusions du journal soit sous-titrée en français.

Festival 1492+2007

A l'initiative de Movimiento Latino asbl, l'ancien Festival Latino est devenu en 2007 un grand projet culturel réunissant autour des communautés de l'Amérique Latine d'autres associations (35 du Grand-Duché plus d'autres de la grande région) avec la volonté d'offrir une grande initiative interculturelle. Ainsi des Ambassades comme celles du Japon, de la Grèce, du Mexique et du Pérou soutiennent l'initiative. Une 'Libreria Latina' animée par le Centre Català fait aussi partie des activités. Le Festival est appuyé par le CLAE et compte avec un subside financier de Luxembourg 2007.

Les associations intéressées à en savoir plus ou à se joindre au Festival peuvent contacter: movimiento.latin@internet.lu. Programme disponible sur www.1492-2007.com

Prise en charge médicale des personnes en situation irrégulière

Suite aux revendications du CLAE concernant la prise en charge médicale des personnes en situation irrégulière au Luxembourg, parues notamment dans la presse au début du mois de février, le Ministre de la santé, Mars di Bartolomeo, a reçu une délégation de notre organisation le 21 février dernier.

Pour rappel, le CLAE dénonçait la situation catastrophique dans laquelle vit une partie de la population en situation irrégulière, dont la prise en charge médicale dépend du bon vouloir du corps médical, des cliniques ou des hôpitaux. Parmi ces situations, le CLAE a particulièrement insisté sur celles des femmes enceintes dépourvues d'un titre de séjour, vivant parfois conjointement avec un résident luxembourgeois ou une personne résidant légalement au pays, qui ne peuvent s'affilier au Centre Commun (même en cotisant personnellement) et qui ne bénéficient d'aucune couverture sociale tant pendant la grossesse que lors de l'accouchement ou du suivi postnatal. Le CLAE a également informé que le Centre Commun était tenu de transmettre au ministère des Affaires Etrangères et de l'Immigration les dossiers de salariés affiliés par leurs patrons mais n'étant pas en possession d'un permis de travail, cette procédure permettant ainsi de dénoncer les travailleurs, mettant fin à une possible affiliation (payée par le patron) et à une couverture sociale. Enfin, le CLAE confirmait qu'il n'y avait plus aucune possibilité d'affiliation pour toutes ces personnes sans certificat de résidence, le Centre Commun exigeant ce précieux document après les trois mois de stage. La situation est identique concernant la prise en charge des cotisations par l'Etat des enfants sans papiers qui est aussi soumise à l'exigence d'un certificat de résidence.

Cette réunion, fructueuse pour tous, nous a permis de rendre le Ministre attentif à certaines nuances et de le convaincre de la réalité des situations dénoncées. Le CLAE ne demande pas au gouvernement ou à la société civile de supporter la prise en charge intégrale de ces personnes mais propose une affiliation à la sécurité sociale pour tous, au même taux de remboursement que tout cotisant (80%), sous certaines conditions qui restent à déterminer: conditions de résidence de 3 mois par exemple ainsi que le paiement des cotisations. Il s'agit ici avant tout de défendre un droit universel, le droit à la santé et non de se contenter d'une aide humanitaire du gouvernement, qui elle, reste une possibilité et est donc, par essence, arbitraire ! A l'issue de la réunion, le Ministre s'est engagé à concerter les parties responsables et à organiser rapidement une réunion avec ces dernières pour tenter de faire avancer ce dossier. Nous attendons actuellement un suivi du dossier et comptons prochainement entreprendre une nouvelle campagne de sensibilisation si la situation n'évolue pas.